



37 Rue René Cassin
BEZANNES
CS 30009
51726 REIMS CEDEX

ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mazars

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Capital de 915 000 euros - RCS Reims 343 281 820

ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIREN N°780 429 544

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Membres de l'ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Bezannes, le 19 septembre 2023

DocuSigned by:

D2FD44A0B8E446F...
Nathalie FÉNART
Associée

La Sauvegarde de la Marne

Bilan

A C T I F	Arrêté au 31/12/2022 Durée 12 mois			31/12/2021 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	75 903,00	-75 903,00		6 515,90
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	37 112,64	-27 459,44	9 653,20	18 670,40
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	1 711 558,55		1 711 558,55	20 053,55
Constructions	6 858 596,69	-2 734 599,49	4 123 997,20	3 703 796,76
Installations techniques matériel et outillage	810 302,00	-572 387,20	237 914,80	187 333,55
Autres immobilisations corporelles	2 738 946,35	-1 950 246,46	788 699,89	716 374,15
Immobilisations corporelles en cours	1 022 114,81		1 022 114,81	777 223,71
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Autres titres Immobilisés	30,00		30,00	30,00
Autres	12 549,22		12 549,22	18 021,11
TOTAL I	13 267 113,26	-5 360 595,59	7 906 517,67	5 448 019,13
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Stocks et en cours	6 416,23		6 416,23	7 781,80
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 169,73		2 169,73	10 526,32
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	931 646,39		931 646,39	1 336 947,38
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	41 271,13		41 271,13	54 643,07
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	3 915 015,91		3 915 015,91	3 308 884,95
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	36 452,17		36 452,17	31 696,73
TOTAL III	4 932 971,56		4 932 971,56	4 750 480,25
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	18 200 084,82	-5 360 595,59	12 839 489,23	10 198 499,38

La Sauvegarde de la Marne

Bilan

PASSIF		Arrêté au 31/12/2022 Durée 12 mois	31/12/2021 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		275 762,86	275 762,86
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		208 406,05	208 406,05
Autres réserves		424 507,31	424 507,31
Report à nouveau			
Report à nouveau		861 215,36	628 829,87
dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		278 040,25	232 385,49
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		2 047 931,83	1 769 891,58
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement		120 974,35	
Provisions réglementées			
	TOTAL I	2 168 906,18	1 769 891,58
Fonds reportés et dédié:			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		3 624 675,19	3 330 432,38
	TOTAL II	3 624 675,19	3 330 432,38
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
	TOTAL III		
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		103 485,23	52 950,40
Provisions pour charges			
	TOTAL IV	103 485,23	52 950,40
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		4 144 744,53	2 521 608,72
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses		1 238,88	746,80
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		384 524,93	342 188,14
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		1 907 586,98	1 474 597,29
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		493 982,71	362 201,98
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		3 333,87	13 042,09
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		7 010,73	330 840,00
	TOTAL V	6 942 422,63	5 045 225,02
Ecarts de conversion Passif			
Ecarts de conversion Passif			
	TOTAL VI		
TOTAL GENERAL		12 839 489,23	10 198 499,38

Compte de résultat

La Sauvegarde de la Marne

	Arrêté au : 31/12/2022		31/12/2021		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	240,00	0,00	240,00	0,00		
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	31 428,66	0,19	16 282,58	0,11	15 146,08	93,02
-dont parrainages						
Ventes de biens et services	31 428,66	0,19	16 282,58	0,11	15 146,08	93,02
Concours publics et subvt ^e exploitation	16 897 138,29	100,00	14 406 293,80	100,00	2 490 844,49	17,29
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	16 897 138,29	100,00	14 406 293,80	100,00	2 490 844,49	17,29
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	23 969,02	0,14	48 867,32	0,34	-24 898,30	-50,95
Utilisations des fonds dédiés	303 946,33	1,80	438 116,44	3,04	-134 170,11	-30,62
Autres produits	137 947,37	0,82	185 158,40	1,29	-47 211,03	-25,50
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	17 394 669,67	102,94	15 094 958,54	104,78	2 299 711,13	15,23
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks	-1 365,57	-0,01	-1 812,04	-0,01	446,47	-24,64
Autres achats et charges externes	3 138 735,23	18,58	2 955 136,72	20,51	183 598,51	6,21
Impôts, taxes et versements assimilés	1 112 293,73	6,58	919 025,58	6,38	193 268,15	21,03
Salaires et traitements	8 012 864,27	47,42	6 773 815,05	47,02	1 239 049,22	18,29
Charges sociales	3 342 611,97	19,78	2 707 456,81	18,79	635 155,16	23,46
Dotations aux amortissements	785 802,76	4,65	682 552,11	4,74	103 250,65	15,13
Autres charges	69 634,29	0,41	310 925,30	2,16	-241 291,01	-77,60
Dotations aux provisions	74 503,85	0,44	24 983,99	0,17	49 519,86	198,21
Report en fonds dédiés	598 189,14	3,54	446 204,83	3,10	151 984,31	34,06
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	17 133 269,67	101,40	14 818 288,35	102,86	2 314 981,32	15,62
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	261 400,00	1,55	276 670,19	1,92	-15 270,19	-5,52
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	3 797,27	0,02	4 578,27	0,03	-781,00	-17,06
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P.						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	3 797,27	0,02	4 578,27	0,03	-781,00	-17,06
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	17 137,35	0,10	53 918,10	0,37	-36 780,75	-68,22
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	17 137,35	0,10	53 918,10	0,37	-36 780,75	-68,22
RÉSULTATS FINANCIERS	-13 340,08	-0,08	-49 339,83	-0,34	35 999,75	-72,96
RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	248 059,92	1,47	227 330,36	1,58	20 729,56	9,12
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			56,54	0,00	-56,54	-100,00
Sur opération en capital	47 178,29	0,28	23 135,01	0,16	24 043,28	103,93
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	47 178,29	0,28	23 191,55	0,16	23 986,74	103,43
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	565,00	0,00	514,12	0,00	50,88	9,90
Sur opération en capital	15 796,50	0,09	16 622,30	0,12	-825,80	-4,97
Dotation aux amortissements et aux prov.	197,46	0,00			197,46	
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	16 558,96	0,10	17 136,42	0,12	-577,46	-3,37
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	30 619,33	0,18	6 055,13	0,04	24 564,20	405,68
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	639,00	0,00	1 000,00	0,01	-361,00	-36,10

Compte de résultat

La Sauvegarde de la Marne

	Arrêté au : 31/12/2022		31/12/2021		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
TOTAL VIII	639,00	0,00	1 000,00	0,01	-361,00	-36,10
PRODUITS	17 445 645,23	103,25	15 122 728,36	104,97	2 322 916,87	15,36
CHARGES	17 167 604,98	101,60	14 890 342,87	103,36	2 277 262,11	15,29
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	278 040,25	1,65	232 385,49	1,61	45 654,76	19,65

Compte de résultat

La Sauvegarde de la Marne

Arrêté au :						
31/12/2022			31/12/2021		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature			15 087,00	0,10	-15 087,00	-100,00
Bénévolat	11 025,00	0,07	10 440,00	0,07	585,00	5,60
CONTRIBUTIONS PRODUITS	11 025,00	0,07	25 527,00	0,18	-14 502,00	-56,81
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services			15 087,00	0,10	-15 087,00	-100,00
Prestations en nature						
Personnel bénévole	11 025,00	0,07	10 440,00	0,07	585,00	5,60
CONTRIBUTIONS CHARGES	11 025,00	0,07	25 527,00	0,18	-14 502,00	-56,81



Association La Sauvegarde de la Marne

Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le
31 décembre 2022
Montants exprimés en Euros

Table des matières

1	Objet social	1
2	Faits marquants	2
2.1	Événements principaux de l'exercice	2
2.1.1	Ouverture du CEF d'Épernay	2
2.1.2	Construction MECS adolescents	2
2.1.3	Travaux CEF Sainte Ménéhould	2
2.2	Événements postérieurs à la clôture	2
2.2.1	Travaux Restaurant Pédagogique	2
2.2.2	Reconnaissance d'intérêt général	3
2.3	Principes, règles et méthodes comptables	3
2.3.1	Présentation des comptes	3
2.3.2	Méthode générale	3
2.3.3	Changement de méthode comptable	3
3	Informations relatives au bilan	4
3.1	Actif	4
3.1.1	Tableau des immobilisations	4
3.1.2	Tableau des amortissements	4
3.1.3	Immobilisations incorporelles	4
3.1.4	Immobilisations corporelles	5
3.1.5	Immobilisations en cours	6
3.1.6	Immobilisations financières	6
3.1.7	Stocks	6
3.1.8	Créances	6
3.1.9	Produits à recevoir	6
3.2	Passif	7
3.2.1	Fonds propres	7
3.2.2	Subvention investissement	7
3.2.3	Fonds dédiés – Tableaux de suivi – Subventions de fonctionnement affectées	8
3.2.4	Fonds dédiés sur concours publics – Tableaux de suivi	9
3.2.5	Provisions pour risques et charges	9
3.2.6	Autres dettes – Classement par échéance	10
3.2.7	Dettes financières – Classement par échéance (hors intérêts courus)	10
3.2.8	Fournisseurs et comptes rattachés	10
3.2.9	Produits constatés d'avance	10
4	Informations relatives au compte de résultat	11
4.1	Ventilations des produits d'exploitation	11
4.2	Ventilation des subventions en espèces	11
4.3	Ventilation de l'effectif moyen	13

Association La Sauvegarde de la Marne
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2022

4.4	Résultat exceptionnel	13
5	Engagements	14
5.1	Engagements financiers	14
5.2	Dettes garanties par des sûretés réelles	14
6	Autres informations	15
6.1	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	15
6.2	Informations concernant les contributions volontaires en nature	15

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans l'article 2 des statuts :

L'Association met une assistance éducative à la disposition des enfants, des adolescents et des jeunes adultes qui, par suite de troubles dans leur vie familiale, ou en raison de leur comportement, rencontrent des difficultés particulières d'insertion dans la société. Elle se propose de les aider à y trouver leur place, et à y mener une vie heureuse et harmonieuse.

Dans cette perspective, elle apporte notamment son concours aux autorités judiciaires et administratives conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, du code civil, du code pénal. Elle remplit sa mission dans un souci permanent de prévention, de pédagogie et de prospective.

Dans toute la mesure du possible, elle associe les parents à l'action pédagogique menée en faveur de leurs enfants afin de conserver à la cellule familiale, les responsabilités fondamentales qui sont les siennes.

2 Faits marquants

2.1 Événements principaux de l'exercice

2.1.1 Ouverture du CEF d'Épernay

En 2019 l'association a été retenue dans la procédure d'appel à projet lancée par la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour l'ouverture d'un Centre Éducatif Fermé à Épernay. L'établissement a accueilli les salariés au cours du dernier trimestre 2021 et les premiers jeunes sont arrivés en janvier 2022.

Les locaux ont été inaugurés le 19 janvier 2022 par Monsieur Éric Dupont-Moretti, Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

2.1.2 Construction MECS adolescents

L'association a signé le 14/09/2021 avec Plurial Novilia, une promesse d'achat d'un terrain à Bétheny (18 Rue Edmond Béchambés) en vue d'y construire une Maison d'Enfants à Caractère Social de 35 places pour adolescents. Cette construction doit permettre de réunir les 2 foyers accueillant actuellement 30 adolescents.

Le permis d'aménager a été délivré le 21 juin 2021 par le maire de la commune de Bétheny.

L'association a déposé le permis de construire le 8 novembre 2021. Celui-ci a été modifié le 22 mars 2022 et a été accordé le 28 juillet 2022.

L'acte d'achat du terrain a été signé le 18 octobre 2022. Les travaux ont démarré le 19 octobre, puis la pose de la première pierre a eu lieu le 9 décembre en présence de Monsieur Christian Bruyen, Président du Conseil Départemental de la Marne et de Monsieur Jacques Lucbereilh, Sous-Préfet de Reims.

2.1.3 Travaux CEF Sainte Ménéhould

Les travaux de réhabilitation des espaces de vie collectifs et individuels réalisés au CEF de Sainte Ménéhould ainsi que la construction d'une maison d'accueil des familles, d'une salle de réunion et d'ateliers semi professionnels ont été achevés au cours du premier semestre 2022. Les locaux ont été inaugurés le 13 janvier 2023 en présence de Madame Béatrice Manière, Directrice interrégionale adjointe à la PJJ Grand Est.

2.2 Événements postérieurs à la clôture

2.2.1 Travaux Restaurant Pédagogique

Des travaux d'embellissement ont été réalisés au Restaurant Pédagogique au cours du premier trimestre 2023. Le mobilier de la salle de restauration a été remplacé à cette occasion.

2.2.2 Reconnaissance d'intérêt général

L'association a saisi en 2022 la Direction départementale des Finances publiques de la Marne d'une demande de rescrit relative à la reconnaissance d'intérêt général.

La réponse a été apportée le 17 mai 2023 : l'association est reconnue organisme d'intérêt général ce qui lui permet de bénéficier des dispositions des articles 200 et 238 bis du Code Général des Impôts.

2.3 Principes, règles et méthodes comptables

2.3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.3.2 Méthode générale

Les comptes annuels de notre association ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Code de l'action Sociale et des Familles, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales, et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.3.3 Changement de méthode comptable

Néant – Pour mémoire, l'association a mis en œuvre en 2020 les règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04. La méthode a été décrite dans l'annexe 2020.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	113 016 €			113 016 €
Immobilisations corporelles	10 032 013 €	4 034 632 €	925 127 €	13 141 518 €
Immobilisations financières	18 051 €	1 824 €	7 296 €	12 579 €
TOTAL	10 163 080 €	4 036 456 €	932 423 €	13 267 113 €

3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	87 829 €	15 533 €		103 362 €
Immobilisations corporelles	4 627 231 €	770 270 €	140 268 €	5 257 233 €
Immobilisations financières				
TOTAL	4 715 060 €	785 803 €	140 268 €	5 360 595 €

3.1.3 Immobilisations incorporelles

3.1.3.1 Frais d'établissement

Ces frais comprennent les frais de première installation du Centre Educatif Fermé de Sainte Ménehould pour 42 103 €.

3.1.3.2 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans
Frais d'évaluation externe	Linéaire	5 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 à 10 ans

3.1.4 Immobilisations corporelles

3.1.4.1 Mouvements principaux

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

- Terrains :	1 691 505 €
- Constructions :	587 856 €
- Aménagements des constructions :	235 635 €
- Divers matériels (éducatif, cuisine...) :	120 686 €
- Matériel de transport :	240 971 €
- Matériel de bureau et informatique :	90 368 €
- Mobilier :	53 855 €
- Immobilisations en cours :	1 013 756 €

Les principales diminutions sont :

- Divers matériels (éducatif, cuisine...) :	4 448 €
- Matériel de transport :	141 195 €
- Matériel de bureau et informatique :	10 618 €
- Immobilisations en cours :	768 865 €

3.1.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 85 ans
Agencements constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Divers Matériels (éducatif, services généraux...)	Linéaire	3 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

3.1.5 Immobilisations en cours

Les travaux de réhabilitation des espaces de vie collectifs et individuels réalisés au CEF de Sainte Ménéhould ainsi que la construction d'une maison d'accueil des familles, d'une salle de réunion et d'ateliers semi professionnels ont été achevés au cours du premier semestre 2022.

Les travaux de contrôle d'accès des portes du CEF d'Epernay ont démarré en 2022 et sont toujours en cours à la clôture de l'exercice.

Les travaux de construction d'une nouvelle MECS à Bétheny ont commencé en 2022 ; la cérémonie de la pose de la première pierre a été réalisée le 9 décembre. Les travaux devraient s'achever à la fin du deuxième semestre 2024.

3.1.6 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Cautions versées	12 549 €
Parts sociales	30 €

3.1.7 Stocks

Le stock de produits COVID a été valorisé au coût d'achat, selon la méthode du « premier entré-premier sorti ». Il s'élève à 6 416 €.

3.1.8 Créances

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

3.1.9 Produits à recevoir

Les produits à recevoir correspondent principalement à :

- Des aides à l'emploi : 6 076 €
- Remboursement de prévoyance : 1 162 €
- Subvention d'investissement : 12 670 €
- Subvention de fonctionnement : 3 347 €

3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	275 763 €			275 763 €
Valeur du patrimoine intégré				0 €
Fonds statutaires				0 €
Apports sans droit de reprise				0 €
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				0 €
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme ⁽¹⁾	0 €			0 €
Autres fonds propres	275 763 €			275 763 €
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				0 €
Réserves	632 913 €			632 913 €
Réserves indisponibles				0 €
Réserves statutaires ou contractuelles				0 €
Réserves réglementées	424 507 €			424 507 €
Autres réserves	208 406 €			208 406 €
Report à nouveau	628 830 €	232 385 €		861 215 €
Résultat de l'exercice	232 385 €	278 040 €	232 385 €	278 040 €

3.2.2 Subvention investissement

Elles sont rapportées au résultat au fur et à mesure des dotations aux amortissements constatées sur les immobilisations financées.

Année	Financier	Objet	Montant brut	Amortissements antérieurs	Quote-part virée au résultat	Cumul des amortissements des subventions
2022	PJJ GRAND EST	contrôle accès portes CEF Epernay	126 917 €	0 €	5 943 €	5 943 €
TOTAL			126 917 €	0 €	5 943 €	5 943 €

Association La Sauvegarde de la Marne
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2022

3.2.3 Fonds dédiés – Tableaux de suivi – Subventions de fonctionnement affectées

Situations	Fonds à dégager	Utilisation en	Engagement à	Fonds restants à	Dont Fonds
	au début de	cours d'exercice	réaliser sur	engager en fin	dédiés
	l'exercice (19)	(7894)	nouvelles	d'exercice (19)	correspondan
	A	B	ressources	D=A-B+C	t à des projets
Actions			affectées (6894)		sans dépense
Guidance Reims	12 367 €	12 367 €	12 535 €	12 535 €	
Cité éducative Croix Rouge	15 019 €	15 019 €	347 €	347 €	
Cité éducative Colbert /3 fontaines			30 000 €	30 000 €	
Guidance Vitry le François	1 480 €	1 480 €	388 €	388 €	
Guidance Chalons en Champagne	18 709 €	18 709 €	22 890 €	22 890 €	
Guidance Epernay	22 132 €	22 132 €	3 326 €	3 326 €	
AIR	1 555 €	1 555 €	972 €	972 €	
Prévention spécialisée	37 984 €	37 984 €	24 264 €	24 264 €	
L'autre cet inconnu	2 335 €			2 335 €	2 335 €
Stages parentaux	12 598 €	12 598 €	7 457 €	7 457 €	
Restaurant pédagogique-Justice Prox	33 213 €	0 €	0 €	33 213 €	
Actions culturelles/séjours-Justice Prox	8 704 €	8 704 €	17 718 €	17 718 €	
Mieux vivre ensemble	925 €	925 €	0 €		
CLAS aide aux devoirs			1 857 €	1 857 €	
DRAC des livres à soi			5 000 €	5 000 €	
Promeneur du net			1 000 €	1 000 €	
Prévention violence radicales éducation					
aux médias	4 100 €	0 €	0 €	4 100 €	4 100 €
TOTAL	171 121 €	131 473 €	127 754 €	167 402 €	6 435 €

3.2.4 Fonds dédiés sur concours publics – Tableaux de suivi

Etablissement	Objet	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CEF Ste Menehould	Travaux réhabilitation / construction	1 779 121 €	109 929 €	71 000 €	1 818 050 €	
CEF Ste Menehould	Abandon créances PGE	274 579 €		22 797 €	251 782 €	
MJIE	Travaux mise en conformité des locaux	233 000 €			233 000 €	233 000 €
MJIE	Convergence tarifaire	105 441 €			105 441 €	105 441 €
MJIE	Excédent 2013 affecté à l'investissement	29 736 €			29 736 €	29 736 €
MJIE	Surcouts liés à l'inflation		11 597 €		11 597 €	
Réparations pénales	Travaux mise en conformité des locaux	100 000 €			100 000 €	100 000 €
Réparations pénales	Reprise de déficits	14 664 €			14 664 €	14 664 €
Réparations pénales	Convergence tarifaire	9 396 €			9 396 €	
Réparations pénales	Surcouts liés à l'inflation		2 686 €		2 686 €	
CEF Epernay	Equipement ouverture de l'établissement	613 374 €	346 223 €	78 676 €	880 921 €	
TOTAL		3 159 311 €	470 435 €	172 473 €	3 457 273 €	482 841 €

Ces fonds dédiés correspondent aux fonds alloués ou autorisés par les autorités de tarification des établissements ou services sociaux ou médico-sociaux, pour procéder à divers investissements nécessaires à l'exercice de leur activité.

Une dotation est comptabilisée lorsque les crédits correspondants ont été spécifiquement alloués au budget par le financeur ou, au-delà du budget, lorsque l'autorité de tarification a donné son autorisation expresse pour se faire.

3.2.5 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour retraite	52 951 €	44 504 €	23 969 €	73 486 €
Provisions pour charges				
Provisions pour litiges prud'homaux		30 000 €		30 000 €
TOTAL	52 951 €	74 504 €	23 969 €	103 486 €

3.2.5.1 Provision pour départ en retraite

La provision n'est pas calculée à partir d'algorithmes de probabilité, dans la mesure où le coût d'un départ en retraite est financé par les autorités de tarification au travers l'anticipation de la dépense dans le budget de fonctionnement.

Au cours de l'exercice, deux salariés sont partis en retraite et avaient fait l'objet d'une provision.

3.2.5.2 *Provision pour litiges prud'homaux*

Une procédure prud'homale à l'encontre de la Sauvegarde, a été initiée en 2022 par une salariée qui avait précédemment adressé une prise d'acte de rupture de son contrat de travail le 28 octobre 2021. La partie adverse estime que cette rupture doit produire les effets d'un licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse et réclame à ce titre 71 089 € de dommages et intérêts et indemnités diverses.

Le 28 novembre 2022, le Conseil des Prud'hommes a renvoyé l'audience au 27 mars 2023. Le jugement rendu le 29 juin/2023 a débouté la salariée de l'ensemble de ses demandes. Elle a décidé d'interjeter appel de cette décision le 3 août 2023.

Une provision a donc été constituée à la clôture de l'exercice 2022 pour 30 000 € afin de couvrir les frais de procédures.

3.2.6 *Autres dettes – Classement par échéance*

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

3.2.7 *Dettes financières – Classement par échéance (hors intérêts courus)*

Banques	Montant du prêt	Total restant dû	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Crédit Mutuel	270 000 €	174 597 €	17 635 €	54 410 €	102 552 €
Banque Postale CEF STEM	2 395 000 €	2 081 768 €	180 249 €	546 293 €	1 355 226 €
Banque Postale Pole Ado 1	2 180 000 €	1 884 926 €	68 495 €	415 430 €	1 401 001 €
Total	4 845 000 €	4 141 291 €	266 379 €	1 016 133 €	2 858 779 €

3.2.8 *Fournisseurs et comptes rattachés*

	Montant fin d'exercice
Fournisseurs	320 031 €
Fournisseurs Factures non parvenues	64 494 €
Fournisseurs immobilisations	449 590 €
Fournisseurs Retenues de garantie	44 392 €

3.2.9 *Produits constatés d'avance*

	Montant fin d'exercice
Remboursement assurance (travaux réalisés en 2023)	4 011 €
Subvention PJJ Grand pour stages parentaux 2023	3 000 €

4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilations des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Subventions	702 097 €
Produits de la tarification	16 195 041 €
Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	169 617 €
Utilisation des fonds dédiés	303 946 €
Reprise de provisions	23 969 €
	<hr/>
Total	17 394 670 €

4.2 Ventilation des subventions en espèces

<u>Guidance Reims</u>	Conseil Départemental	50 000 €
	Communauté urbaine Grand Reims	10 000 €
	CAF	12 500 €
	CGET - DDCSPP	57 000 €
		<hr/>
		129 500 €
<u>Cité éducative Croix Rouge</u>	CGET - DDCSPP	27 500 €
<u>Cité éducative Colbert-3 Fontaines</u>	CGET - DDCSPP	30 000 €
<u>Guidance Chalons</u>	Conseil Départemental	15 000 €
	CGET - DDCSPP	28 000 €
	CAF	4 167 €
		<hr/>
		47 167 €
<u>Guidance Vitry</u>	Conseil Départemental	15 000 €
	Ville de Vitry	4 000 €
	CGET - DDCSPP	12 000 €
	CAF	4 166 €
		<hr/>
		35 166 €

Association La Sauvegarde de la Marne
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2022

<u>Guidance Epernay</u>	Conseil Départemental	15 000 €
	CGET - DDCSPP	19 000 €
	Caisse des écoles Ville Epernay	7 250 €
	CAF	4 167 €
		45 417 €
<u>AIR</u>	Ville de chalons	12 000 €
	Communauté Agglo Chalons	14 000 €
	CGET - DDCSPP	20 000 €
		46 000 €
<u>PREVENTION VITRY</u>	Conseil Départemental	108 500 €
	Ville de Vitry	108 500 €
		217 000 €
<u>Actions culturelles</u>	PJJ Grand Est - Justice proximité	20 000 €
<u>Restaurant pédagogique</u>	PJJ Grand Est - Justice proximité	35 000 €
<u>STAGES PARENTAUX</u>	PJJ Grand Est - Justice proximité	3 800 €
<u>Vivre ensemble</u>	DILCRAH	2 000 €
<u>Médiation pénale</u>	PJJ Grand Est - Justice proximité	45 000 €
<u>CLAS (accompagnement à la scolarité)</u>	CAF	2 347 €
<u>Promeneurs du Net</u>	CAF	1 000 €
<u>Des livres à soi</u>	DRAC	5 000 €
<u>Prévention des conduites addictives</u>	MILDECA	10 200 €
	TOTAL	702 097 €

4.3 Ventilation de l'effectif moyen

Effectif moyen annuel 2022 CDI + CDD (hors CDD de remplacement)

Catégories	ETP 2022
Personnel de Direction	22,17
Personnel Administratif	14,26
Personnel Animation	156,37
Personnel des services généraux	36,14
Personnel Para-médical	9,78
TOTAL	238,72

4.4 Résultat exceptionnel

• Produits exceptionnels :		
- Produits de cession des éléments d'actifs	:	41 235 €
- Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat :		5 943 €

<i>Total des produits exceptionnels</i>		<i>47 178 €</i>
• Charges exceptionnelles :		
- Amendes et pénalités	:	565 €
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	:	15 797 €
- Dotations aux amortissements exceptionnels sur mises au rebut :		197 €

<i>Total des charges exceptionnelles</i>		<i>16 559 €</i>
Le résultat exceptionnel s'élève donc à	:	+ 30 619 €

5 Engagements

5.1 Engagements financiers

Intérêts sur emprunts restant à échoir au 31 décembre 2022 : 221 936 €

5.2 Dettes garanties par des suretés réelles

Inscription de privilège de prêteur de deniers de premier rang sur l'immeuble du service de Milieu Ouvert d'Épernay à hauteur de 250 000 € en garantie de l'emprunt souscrit auprès du Crédit Mutuel Nord Europe.

Caution solidaire à 100% consentie par la commune de Sainte Ménehould en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Banque Postale pour 2 395 000 € dans le cadre du rachat du prêt initial souscrit auprès du Crédit Mutuel.

Caution solidaire à 50% consentie par la commune de Bétheny et à 50% consentie par le Conseil Départemental de la Marne pour les 2 emprunts souscrits auprès de la Banque Postale pour respectivement 2 180 000 € et 4 300 000 € dans le cadre du projet de construction de la MECS Adolescents.

6 Autres informations

6.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

La loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadre dirigeant bénévole et salarié ». L'article 20 de la loi précitée fait référence à la notion de « cadre dirigeant ». Cette notion est différente de la notion de simple « dirigeant » puisqu'elle regroupe conformément aux dispositions de l'article L.3111-2 du code du travail : « Les cadres dirigeants ne sont pas soumis aux dispositions des titres II et III. Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement. »

Au cas particulier de l'association, il est rappelé que les Administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantage en nature.

L'association a considéré qu'elle n'avait qu'un cadre dirigeant (Directeur Général) au sens de ce texte. Il a été décidé de ne pas communiquer cette information qui reviendrait à indiquer une rémunération nominative.

6.2 Informations concernant les contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

L'association bénéficie du concours d'administrateurs bénévoles dont la participation a été estimée à 1 102.50 heures en 2022, soit 11 025 €.

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de locaux dans le cadre du fonctionnement de diverses actions à Vitry le François et Chalons en Champagne (non valorisée).

L'association bénéficie également de mise à disposition de 4 professeurs des écoles de la part de l'Education Nationale (2 CEF, 2 MECS Bezannes).